

INTRODUCTION

FREDERIC CLAVERT

Après la Seconde Guerre mondiale, l'hostilité à la construction européenne remonte aux premières initiatives européennes elles-mêmes¹. Dès les « créations de l'année 1948 »² – Union occidentale et Organisation européenne de coopération économique (OECE) –, la construction européenne, alors insérée dans la Guerre froide, suscite de vives oppositions au sein des gauches d'Europe occidentale et particulièrement chez les communistes³. Quelques années plus tard, la mise en place de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et, surtout, l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) et, avec elle, de la Communauté politique européenne (CPE), rappellent, dès la fondation de l'Europe communautaire, que l'unité européenne et les formes qu'elle peut prendre ne font pas l'objet d'un consensus⁴.

Par la suite, et jusqu'au milieu des années 1970, la Communauté économique européenne (CEE) a donné l'impression d'une construction « sans les peuples ». Avec la mise en place de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct en 1979, ce manque de démocratie devait être compensé. Avec peu de succès, comme le démontrent les chiffres de la participation à ces élections⁵.

Pourtant, une demande de plus en plus forte de combler un supposé déficit démocratique s'est traduite par une rupture dans la courbe de soutien des opinions publiques à l'intégration européenne⁶. Les résultats négatifs au Danemark et faiblement positifs en France lors des référendums pour la ratification du traité sur l'Union européenne (UE) au début des années 1990 ont été un premier coup de semonce : l'Europe s'était-elle faite « par le haut » et devait-elle désormais se rapprocher des peuples européens⁷ ?

1 Cette introduction est inspirée du texte qui a été rédigé lors de la soumission du projet à la MISHA en 2008 : <http://www.recherche-contreleurope.eu/Pages/presentation.aspx> (08.01.2010).

2 BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne, de 1945 à nos jours*, Bruxelles, 2004, p. 31.

3 Voir, pour l'exemple du Parti communiste français, BOSSUAT, G., « L'aide américaine à la France après la Seconde Guerre mondiale », *Vingtième siècle*, vol. 9, n° 9, 1986, p. 17-36.

4 Voir par exemple : BOSSUAT, G., « La campagne de Daniel Mayer contre la CED », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 51, n° 51-52, 1998, p. 33-45. Chez Roland Dumas, ancien ministre français des Affaires étrangères, l'engagement en politique a été motivé par l'opposition à la CED : DUMAS, R., *Affaires étrangères*, tome 1 : 1981-1988, Paris, 2008.

5 Les taux de participation aux élections européennes sont disponibles sur Internet : http://www.europarl.europa.eu/parliament/archive/elections2009/fr/turnout_fr.html (08.01.2010).

6 MANIGAND, C./DULPHY, A., *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire*, Bruxelles, 2004.

7 Pour exemple, BLANDINE, K., « Le mépris du peuple », *Le Monde*, 5 mai 1994. Voir aussi Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE), interview d'Hubert Védrine par

Dans les sciences humaines et sociales, étrangement, ce premier coup de semonce n'a pas vraiment engendré des recherches sur les oppositions à l'Europe, pas plus que le rejet du traité de Nice par l'Irlande au début des années 2000.

Le tournant semble plutôt se situer, sur le plan politique comme sur le plan historiographique, à la suite du double « non » des Français et des Néerlandais en mai et juin 2005 à l'occasion des référendums de ratification du traité constitutionnel européen. Pourtant, la procédure choisie pour l'élaboration de la « constitution européenne » était différente des classiques conférences intergouvernementales. Rédigée par une Convention européenne pensée comme représentative des peuples et forces vives des États européens, ce processus devait assurer un texte équilibré et « démocratique »⁸.

Les causes du rejet de traité constitutionnel européen en France et aux Pays-Bas sont multiples, et les interrogations sur les oppositions à l'Europe sont désormais nombreuses, liées aux transformations politiques, sociales et économiques engendrées par la construction européenne dans les pays membres, dans un contexte de mondialisation et de persistance de crise dans certains États depuis les chocs pétroliers.

Les recherches sur les oppositions à l'Europe ont d'abord été menées en sciences politiques, par le biais de l'étude des partis politiques⁹. Elles ont permis de distinguer deux types d'opposition à l'Europe : l'opposition au principe de la construction européenne et l'opposition à la manière dont elle est réalisée et incarnée par la CEE puis l'UE. Deux écoles ont émergé : l'une insiste sur la dimension pragmatique des oppositions à l'Europe et l'autre sur les oppositions théoriques¹⁰. Il existe également un fort courant s'attachant aux confrontations avec les modèles nationaux¹¹ : opposition gouvernance nationale/gouvernance européenne ; opposition parce que l'UE n'incarne pas la démocratie telle qu'elle est définie dans chaque État membre (système de décision complexe¹², dépolitisation des enjeux, faible représentation démocratique, inégalités sociales¹³).

De leur côté, les historiens commencent à peine à s'intéresser réellement aux oppositions à l'Europe. Si ce premier volume des contributions du programme de recherche junior de la MISHA « Contre l'Europe ? » montre que les historiens ont renoncé à cette léthargie, d'autres publications récentes le rappellent égale-

CLAVERT, F., Paris, 2008 : http://www.ena.lu/interview_hubert_vedrine_conception_europe_1997_paris_juillet_2008-1-30422 (08.01.2010).

8 Pour comprendre l'« esprit » de cette convention, il est possible de se rendre sur son site internet, conservé pour mémoire : <http://european-convention.eu.int/bienvenue.asp?lang=FR> (08.10.2010).

9 Voir par exemple TAGGART, P./SZCZERBIAK, A. (eds.), *Opposing Europe ? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007 ; TAGGART, P./SZCZERBIAK, A., « Contemporary euroscepticism in the party systems of the European Union candidate states of Central and Eastern Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 43, n° 1, 2004, p. 1-27.

10 KOPECKY, P./MUDDE, C., « The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe », *European Union Politics*, vol. 3, n° 3, 2002, p. 297-326.

11 LACROIX, J./COMAN, R., (dir.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.

12 ABELES, M., BELLIER, I., MACDONALD, M., *Une approche anthropologique de la Commission européenne*, Bruxelles, 1993.

13 BACH, M., (Hrsg.), *Soziale Ungleichheit in der erweiterten Europäischen Union*, Hamburg, 2008.

ment¹⁴. Les oppositions à l'Europe sont en passe de devenir un objet d'étude historique relativement autonome.

Néanmoins, les historiens ont auparavant envisagé la question des oppositions à l'Europe de manière transversale. Ainsi, les études menées dans le cadre du grand programme de recherche sur les identités et les consciences européennes, lancé à la fin des années 1980 par René Girault et Robert Frank, mettent-elles en exergue un profond paradoxe : les avancées de l'Europe contribuent pour partie à sa désaffection¹⁵. La volonté de paix, la hantise du déclin, la défense contre la menace soviétique, les désirs de croissance économique et de bien-être, tous grands moteurs de la construction européenne, passent au second plan à partir du moment où, précisément, les réalisations de la Communauté européenne ont permis d'atteindre ces objectifs.

Ce constat montre également que la conscience européenne, trop souvent identifiée à des représentations négatives – la peur de l'Union soviétique par exemple – doit se construire depuis le choc pétrolier sur des images positives. L'émergence d'une identité européenne – grande inconnue de la construction européenne – doit s'accomplir en concurrence de nombreuses autres identités : transnationales, régionales, nationales, occidentale, atlantique... Néanmoins, notons que la notion d'identité européenne – voire le concept même d'identité – reste peu connue, comme le montre le besoin de la Commission européenne d'insérer depuis quelques années dans le 7^e programme cadre des appels à projet sur le sujet¹⁶.

D'autres études s'intéressent aux rapports entre acteurs nationaux – les administrations¹⁷, les milieux d'affaires¹⁸, les opinions publiques¹⁹... – et construction européenne, ainsi qu'aux liens entre cultures politiques et intégration européenne²⁰. En ressort la complexité et la variété des oppositions à l'Europe, en fonction des acteurs, des pays, des périodes. Depuis les débuts de la construction européenne, des motifs récurrents d'hostilité à la Communauté existent : peur d'une perte de souveraineté, nationalisme, méfiance envers la concurrence. S'y sont ajoutées d'autres sources, plus diffuses, moins évidentes à saisir, de résistan-

14 GUIEU, J.-M./LE DREAU, C. (dir.), « Anti-européens, eurosceptiques et souverainistes », *Les cahiers IRICE*, vol. 4, 2009.

15 Les listes exhaustives des groupes de recherche et des publications intervenues dans le cadre de ce programme figurent dans FRANK, R. (dir.), *Les identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, 2004, p. 12 et 13.

16 Le dernier en date s'est clos le 2 février 2010 http://cordis.europa.eu/fp7/dc/index.cfm?fuseaction=UserSite.CooperationDetailsCallPage&call_id=253 (02.02.2010).

17 BADEL, L., JEANNESSON, S., LUDLOW, P. (dir.), *Les administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, 2005.

18 BUSSIERE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (dir.), *Europe organisée, Europe du libre-échange ? Fin XIX^e siècle – années 1960*, Bruxelles, 2006 ; BUSSIERE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, 2006 ; BUSSIERE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, 2007.

19 MANIGAND, C./DULPHY, A., *op. cit.*

20 BITSCH, M.-T., LOTH W., BARTHEL, C. (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, 2007.

ces à l'Europe : le couple représentations/déceptions que suscite l'Europe ; les enjeux démocratiques ; l'ignorance des citoyens quant au fonctionnement de l'Europe ; les émotions et les sentiments, etc. Certains facteurs se conjuguent et expliquent des formes de rejet : en France, où l'Europe est vue comme un levier de puissance, on refuse une Europe privilégiant l'élargissement à l'approfondissement, grand débat des années 1990 et motif d'une tension forte et durable au sein du couple franco-allemand²¹.

Politistes et historiens se rejoignent sur la nécessité de se pencher sur les cultures politiques nationales pour comprendre les résistances à l'Europe. Comme le constataient les porteurs de ce programme en juin 2008,

« le rejet de l'Europe par les opinions publiques semble ainsi s'expliquer davantage par les rapports des cultures nationales à l'identité européenne que par les différences de statuts socio-économiques, les clivages entre les centres et les périphéries, les différences d'âges ou bien encore les variables sexuelles ou partisanses »²².

Comme cela a d'ailleurs été constaté dès le premier séminaire, l'étude des oppositions à l'Europe doit suivre ces pistes pluridisciplinaires, seul moyen d'en appréhender la complexité²³. Les contributions de ce volume démontrent que ce programme de recherche a également pris soin de varier les pays et objets d'étude des différentes contributions. Les thèmes abordés - concepts, relations transfrontalières, études des partis politiques, histoire monétaire, et bien d'autres ... - ont permis de préciser l'ampleur des résistances à l'Europe, leur variété, les dynamiques qui les sous-tendent, la différence entre rejet véritable et instrumentalisation de ce dernier.

Ce livre est organisé autour de quatre parties : « Concepts et idées politiques sur l'anti-européisme/alter-européisme » ; « Représentations, thèmes et images de l'opposition à l'Europe » ; « L'Europe des régions, une forme d'anti-européisme ou d'alter-européisme ? » ; « Penser les frontières de l'Europe et leur élargissement : des résistances face à l'autre et l'ailleurs ». Ils reprennent les communications, largement retravaillées, des deux premiers séminaires articulés autour des concepts et espaces. Ces contributions, très variées, donneront à nos lecteurs un premier aperçu de la complexité de ce sujet. Il sera complété par un second volume, plus centré sur les acteurs.

21 CVCE, Interview de Pierre Moscovici par LEKL, C., http://www.ena.lu/interview_pierre_moscovici_gouvernement_jospin_face_cinquieme_elargissement_paris_juillet_2008-1-30475 (08.01.2010).

22 Cf. projet soumis à la MISHA par LIBERA, M./GERMOND, C. (voir note 1).

23 Cf. notamment l'article de VERSCHEUREN, N./CRESPY, A. dans cet ouvrage.

INTRODUCTION¹

After the Second World War, the hostility towards the European construction goes back to the first European initiatives themselves. Starting with the “creations of the year 1948”² – the Western Union and the Organization for European Economic Co-operation (OEEC) –, the European construction, embedded in the context of the Cold War, caused intense opposition among Western Europe left wing parties and particularly the communists³. Some years later, the establishment of the European Coal and Steel Community (ECSC) and especially the failure of the European Defense Community (EDC) and, along with it, of the European Political Community (EPC), remind us that ever since the beginning of European integration, neither European unity nor the forms that it may take were a matter of consensus⁴.

As a result, and until the middle of the 1970s, the European Economic Community (EEC) has given the impression of a construction “without the peoples”. With the establishment of the European Parliament, elected through universal suffrage in 1979, this lack of democracy should have been compensated. With little success, as shown by the turnouts of these elections⁵.

From then on, the growing demand for covering up the supposed democratic deficit resulted in decreasing public opinion support of the European integration process⁶. The negative results in Denmark and slightly positive ones in France during the referenda on the European Union (EU) Treaty in the early 1990s sounded a first note of warning: was Europe made “from above” and should it from now on rather approach the European peoples⁷ ?

Paradoxically, in Social Sciences, this first note of warning had not engendered any research on opposition to Europe, and the same holds for the rejection of the Treaty of Nice by Ireland in early 2000.

The turning point seems to be situated – in political as well as historiographical terms – after the double “no” of the French and the Dutch in May and June 2005 on the occasion of the ratification of the European Constitutional Treaty. However, the procedure chosen for the elaboration of the “European Con-

1 This introduction was inspired by the text written for the project submission to the MISHA in 2008: <http://www.recherche-contreleurope.eu/Pages/presentation.aspx> (8.01.2010).

2 BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne, de 1945 à nos jours*, Bruxelles, 2004, p. 31.

3 Concerning the example of the French Communist Party, see BOSSUAT, G., « L'aide américaine à la France après la Seconde Guerre mondiale », *Vingtième siècle*, vol. 9, n 9, 1986, p. 17-36.

4 See for example: BOSSUAT, G., « La campagne de Daniel Mayer contre la CED », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 51, n° 51-52, 1998, p. 33-45. For Roland Dumas, former French Minister of Foreign Affairs, the involvement in politics was motivated by the opposition against the EDC : DUMAS, R., *Affaires étrangères*, tome 1 : 1981-1988, Paris, 2009.

5 The turnouts of the European elections are available on the Internet: http://www.europarl.europa.eu/parliament/archive/elections2009/fr/turnout_fr.html (08.01.2010).

6 MANIGAND, C./DULPHY, A., *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire*, Bruxelles, 2004.

7 For example, BLANDINE, K., « Le mépris du peuple », *Le Monde*, 5 May 1994. See also Virtual Center of Knowledge on Europe (VCKE), interview with Hubert Védrine by CLAVERT, F., Paris, 2008 : http://www.ena.lu/interview_hubert_vedrine_conception_europe_1997_paris_juillet_2008-1-30422 (08.01.2010).

stitution" had been different from classic intergovernmental conferences. Drafted by a European Convention, which was meant to represent the people and the lively forces of the European member states, this process should have ensured a balanced and "democratic"⁸ text.

The causes for the rejection of the European Constitutional Treaty in France and the Netherlands are multiple, and the questions on opposition to Europe are therefore numerous. They are indeed linked to the political, social and economic transformations caused by the European construction in the member states in a context of globalization and persistent instability in certain states since the oil crises.

Research on opposition to Europe was initially conducted by the political scientists, by means of studying political parties⁹. They helped distinguish two types of opposition to Europe: opposition to the principle of European construction and opposition to the way in which the latter has been realized and incarnated by the EEC and then the EU. Two schools have emerged: one insists on the pragmatic dimension of opposition to Europe, and the other on theoretical opposition¹⁰. There is also a strong current attached to confrontation with national models¹¹: opposition between national governance and European governance; opposition because the EU does not incarnate democracy as it is defined in every member state (complex system of decision-making¹², depolitisation of matters, weak democratic representation, social inequalities¹³).

On their side, historians slightly begin to show real interest in opposition to Europe. This first volume with contributions of the MISHA junior research program "Against Europe?" shows that historians have given up on this lethargy and some other recent publications also remind us of this¹⁴. Opposition to Europe is on the verge of becoming a relatively autonomous object of historical studies.

Nonetheless, historians have focused before on the question of opposition to Europe in a transversal manner. Thus, the studies conducted in the context of the research program on European identities and consciences, launched at the end of the 1980s by René Girault and Robert Frank, already reveal a profound paradox: the progress of European integration contributes in part to its disaffiliation¹⁵. The will for peace, the fear of decline, the defense against the Soviet threat, the desires of economic growth and of well-being were all important driving forces of Euro-

8 In order to understand the spirit of this convention, it is possible to visit its internet site, under: <http://european-convention.eu.int/bienvenue.asp?lang=FR> (08.10.2010).

9 See for example TAGGART, P./SZCZERBIAK, A. (eds.), *Opposing Europe ? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007 ; TAGGART, P./SZCZERBIAK, A., « Contemporary euroscepticism in the party systems of the European Union candidate states of Central and Eastern Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 43, n° 1, 2004, p. 1-27.

10 KOPECKY, P./MUDDE, C., « The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe », *European Union Politics*, vol. 3, n° 3, 2002, p. 297-326.

11 LACROIX, J./COMAN, R., (dir.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.

12 ABELES, M., BELLIER, I., MACDONALD, M., *Une approche anthropologique de la Commission européenne*, Bruxelles, 1993.

13 BACH, M., (Hrsg.), *Soziale Ungleichheit in der erweiterten Europäischen Union*, Hamburg, 2008.

14 GUIEU, J.-M./LE DREAU, C. (dir.), « Anti-européens, eurosceptiques et souverainistes », *Les cahiers IRICE*, vol. 4, 2009.

15 The exhaustive lists of research groups and of publications that appeared within this program are mentioned in FRANK, R. (dir.), *Les identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, 2004, p. 12 et 13.

pean integration, but become less important when the achievements of the European Community allow for these objectives to be achieved.

This also shows that European conscience, too often so far identified with negative representations – for example fear of the Soviet Union – had to be built on positive images after the oil crises. The emergence of a European identity – the mystery man of the European integration process – had to be achieved in competition with numerous other identities: transnational, regional, national, Western, Atlantic ... However, one should note that the notion of European identity – and even the concept of identity itself – remains little known, as shown by the need of the European Commission to introduce, starting a few years ago, calls for projects on this subject in its 7th Framework Program¹⁶.

Other studies take interest in relations between national actors – administrations¹⁷, business circles¹⁸, public opinion¹⁹ ... – and the European integration process, as well as the links between political cultures and European integration²⁰. From this there stems the complexity and variety of opposition to Europe, depending on actors, countries, and time. Since the beginnings of the European integration, recurrent motifs of hostility towards the Community have been existing: fear of a loss of sovereignty, nationalism, lack of trust in the competition. Other sources of resistance to Europe have been added, which are more diffuse and less obvious to be seized: the couple of representations/deceptions raised by Europe; the democratic stakes; the ignorance of citizens concerning Europe's functioning; emotions and sentiments, etc. Certain factors coalesce and explain the forms of rejection: in France, where Europe is seen as a power lever, Europe is rejected for supposedly favoring enlargement instead of deepening, which was a big debate in the 1990s and the reason for a strong and sustained tension within the Franco-German couple²¹.

Political scientists and historians come down to the necessity of focusing on the national political cultures in order to understand resistance to Europe. As noted by the editors of this program in June 2008,

“Europe's rejection by national public opinions seems thus to be explained to a greater extent through the relations of national cultures to the European identity, rather than by the differences in social-economic status,

16 The last one up to date is still open, see http://cordis.europa.eu/fp7/dc/index.cfm?fuseaction=UserSite.CooperationDetailsCallPage&call_id=253 (8.01.2010).

17 BADEL, L., JEANNESSON, S., LUDLOW, P. (dir.), *Les administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, 2005.

18 BUSSIERE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (dir.), *Europe organisée, Europe du libre-échange ? Fin XIX^e siècle – années 1960*, Bruxelles, 2006 ; BUSSIERE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, 2006 ; BUSSIERE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, 2007.

19 MANIGAND, C./DULPHY, A., *op. cit.*

20 BITSCH, M.-T., LOTH W., BARTHEL, C. (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, 2007.

21 CVCE, Interview with Pierre Moscovici by LEKL, C., http://www.ena.lu/interview_pierre_moscovici_gouvernement_jospin_face_cinquieme_elargissement_paris_juillet_2008-1-30475 (8.01.2010).

the disruption between centers and peripheries, age differences or the gender or partisan variables"²².

As already noted in the first seminar, the study of opposition to Europe should follow these multidisciplinary lines, as the only means of seizing its complexity²³. The contributions in this volume prove that this research program also took care of diversifying the countries and objects of study in the different contributions. The topics approached – concepts, cross-border relations, studies on political parties, monetary history and lots of others ... – allowed for accurately determining the extent of resistance to Europe, its variety, the dynamics that support it and the difference between authentic rejection and instrumentalization of the latter.

This book is organized into four parts: "Concepts and political ideas on anti-Europeanism/alter-Europeanism"; "Representations, themes and images of opposition to Europe"; "Europe of regions, a form of anti- or alter-Europeanism?"; "The frontiers of Europe and their enlargement: opposition against the other and elsewhere". They take up the papers of the two initial seminars conducted around the concepts and spaces of opposition. These contributions, very diverse, will give our readers a first impression of the complexity of this subject. This will be completed by a second volume, more focused on the actors.

22 Cf. the project submitted to the MISHA by LIBERA, M./GERMOND, C. (see note 1).

23 Cf. especially in this volume the article by VERSCHEUREN, N./CRESPY, A.

EINFÜHRUNG¹

In der Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg ist die Opposition gegen den europäischen Einigungsprozess so alt wie die ersten europäischen Initiativen selbst. Schon zur Zeit der „Gründungen aus dem Jahre 1948²“ – der Westlichen Union und der Europäischen Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit (OECD) – rief die europäische Einigung, eingebettet im Kalten Krieg, Oppositionen aus den Reihen der westlichen europäischen Linken und insbesondere bei den Kommunisten hervor³. Einige Jahre später erinnern die Schaffung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) und insbesondere das Scheitern der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft (EVG) und somit der Europäischen Politischen Gemeinschaft (EPG) daran, dass die europäische Einigung und die Formen, die diese annehmen kann, schon seit der Gründung des gemeinschaftlichen Europas nicht Gegenstand eines Konsenses bilden⁴.

Folglich hat bis Mitte der 1970er Jahre die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) den Eindruck einer Konstruktion „ohne die Völker“ hinterlassen. Mit der Einführung der direkten, universalen Wahlen für das Europäische Parlament im Jahre 1979 hätte dieser Mangel an Demokratie ausgeglichen werden müssen. Der Erfolg war jedoch sehr gering, so wie es aus den Zahlen der Teilnahme an den europäischen Wahlen sichtbar ist⁵.

Auch wurde die immer stärkere Forderung nach einem Ausgleich des angeblichen demokratischen Defizits durch einen Riss in der Unterstützungskurve der öffentlichen Meinung gegenüber der europäischen Integration deutlich⁶. Die negativen Resultate aus Dänemark und die nur schwach positiven aus Frankreich bei den Referenden für die Ratifizierung des Vertrages zur Europäischen Union (EU) anfangs 1990 waren eine erste deutliche Warnung: wurde Europa nur von oben herab gebaut und müsste es nicht den europäischen Völkern näherkommen⁷?

In den Geistes- und Sozialwissenschaften hat seltsamerweise diese erste Warnung keine Forschungen über die Oppositionen gegen Europa hervorgerufen, genauso wenig wie die Ablehnung des Vertrages von Nizza durch Irland Anfang

- 1 Diese Einführung wurde aus dem Präsentationstext des Projektes bei der MISHA 2008 abgeleitet: <http://www.recherche-contreleurope.eu/Pages/presentation.aspx> (8.01.2010).
- 2 BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne, de 1945 à nos jours*, Bruxelles, 2004, S. 31.
- 3 Siehe das Beispiel der franz. Kommunistischen Partei, BOSSUAT, G., « L'aide américaine à la France après la Seconde Guerre mondiale », *Vingtième siècle*, B. 9, n 9, 1986, S. 17-36.
- 4 Siehe z.B.: BOSSUAT, G., « La campagne de Daniel Mayer contre la CED », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, B. 51, n° 51-52, 1998, S. 33-45. Nach Roland Dumas, ehem. französischer Außenminister, war das politische Engagement durch die Opposition gegenüber der EVG begründet: DUMAS, R., *Affaires étrangères*, tome 1 : 1981-1988, Paris, 2009.
- 5 Der Teilnahmeprozent an den europäischen Wahlen ist auf Internet zugänglich: http://www.europarl.europa.eu/parliament/archive/elections2009/fr/turnout_fr.html (8.01.2010).
- 6 MANIGAND, C./DULPHY, A., *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire*, Bruxelles, 2004.
- 7 Z.B. BLANDINE, K., « Le mépris du peuple », *Le Monde*, 5.5.1994. Siehe auch Virtuelles Zentrum der Kenntnis Europas (CVCE), Interview mit Hubert Védrine durch CLAVERT, F., Paris, 2008 : http://www.ena.lu/interview_hubert_vedrine_conception_europe_1997_paris_juillet_2008-1-30422 (8.01.2010).

2000. Die Wende scheint eher – auf politischer sowie historiographischer Ebene – die Folge des doppelten „Nein“ der Franzosen und Holländer im Mai und Juni 2005 beim Referendum zur Ratifizierung des europäischen Verfassungsvertrages zu sein.

Dennoch war das für die Erstellung der „europäischen Verfassung“ gewählte Verfahren ganz anders als die klassischen intergouvernementalen Regierungskonferenzen. Von einem Europäischen Konvent konzipiert, der die Völker und die lebhaften Kräfte der europäischen Mitgliedstaaten repräsentieren sollte, hätte dieser Prozess zu einem ausgeglichenen und „demokratischen“ Text führen können⁸.

Die Ursachen der Ablehnung der europäischen Verfassung in Frankreich und den Niederlanden sind zahlreich, so zahlreich wie auch die Fragen über die Oppositionen gegen Europa: sie hängen mit den politischen, sozialen und wirtschaftlichen Wandlungen zusammen, die die europäische Einigung in den Mitgliedsländern bewirkt, in einem Kontext der Globalisierung und der in bestimmten Staaten permanenten Krise nach den Erdölschocks.

Die Forschungen zu den Oppositionen gegen Europa waren zu Beginn Forschungen der Politikwissenschaften, bezogen auf die Untersuchung politischer Parteien⁹. Diese ermöglichten zunächst die Klassifizierung zweier Typen der Oppositionen gegen Europa: die Opposition gegen das Prinzip der europäischen Konstruktion und die Opposition gegen die Weise, wie diese von der EWG und danach von der EU ausgeführt und materialisiert wird. Zwei „Schulen“ erschienen: eine hat als Schwerpunkt die pragmatische Dimension der Oppositionen gegen Europa, die andere die theoretischen Oppositionen¹⁰. Es gibt gleichzeitig auch eine starke Strömung, die sich auf die Konfrontationen mit den nationalen Modellen konzentriert¹¹: die Opposition nationale Regierung/europäische Regierung; Opposition, weil die EU die Demokratie nicht laut der Definitionen aus jedem Mitgliedstaat materialisiert (komplexes Entscheidungssystem¹², Entpolitisierung, schwache demokratische Repräsentation, soziale Ungerechtigkeit¹³).

Die Historiker beginnen ihrerseits erst jetzt, sich wahrhaftig für die Oppositionen gegen Europa zu interessieren. Dieser erste Sammelband der Beiträge aus dem jungen Forschungsprogramm der MISHA „Gegen Europa?“ liefert den Beweis, dass die Historiker ihre Lethargie abgelegt haben und einige neuere Veröffentlichungen erinnern in gleichem Maße daran¹⁴. Die Oppositionen gegen Europa sind im Begriff, Gegenstand einer relativ autonomen Forschung zu werden.

8 Um den Sinn dieser Vereinbarung zu verstehen, kann man folgende Internetseite öffnen, bewahrt für die Erinnerung: <http://european-convention.eu.int/bienvenue.asp?lang=FR> (8.10.2010).

9 Siehe, z.B., TAGGART, P./SZCZERBIAK, A. (Hrg.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007; TAGGART, P./SZCZERBIAK, A., « Contemporary euroscepticism in the party systems of the European Union candidate states of Central and Eastern Europe », *European Journal of Political Research*, B. 43, Nr. 1, 2004, S. 1-27.

10 KOPECKY, P./MUDDE, C., « The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe », *European Union Politics*, B. 3, Nr. 3, 2002, S. 297-326.

11 LACROIX, J./COMAN, R., (Hrg.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.

12 ABELES, M., BELLIER, I., MACDONALD, M., *Une approche anthropologique de la Commission européenne*, Bruxelles, 1993.

13 BACH, M., (Hrg.), *Soziale Ungleichheit in der erweiterten Europäischen Union*, Hamburg, 2008.

14 GUIEU, J.-M./LE DREAU, C. (Hrg.), « Anti-européens, eurosceptiques et souverainistes », *Les cahiers IRICE*, B. 4, 2009.

Dennoch haben die Historiker in der Vergangenheit die Frage der Oppositionen gegen Europa schon transversal erfasst. Somit heben die im Rahmen des großen Forschungsprogramms über europäische Identitäten und Bewusstsein durchgeführten Studien, die Ende der 1980-er Jahre von Rene Girault und Robert Frank lanciert wurden, ein tiefes Paradox hervor: die europäische Plattform trägt zum Teil zur Zweckentfremdung Europas selbst bei¹⁵. Der Friedenswille, die Angst vor der Depression, die Verteidigung gegen die sowjetische Bedrohung, der Wunsch nach wirtschaftlichem Wachstum und Wohlstand, alle diese großen Motoren der europäischen Einigung werden genau in dem Moment zweitrangig, in dem die Leistungen der Europäischen Gemeinschaft das Erreichen dieser Ziele ermöglicht haben.

Diese Feststellung zeigt gleichzeitig, dass das europäische Gewissen, zu oft identifiziert mit negativen Repräsentationen – Furcht vor der Sowjetunion, z.B. – nach dem Erdölshock ein positives Image braucht. Die Schaffung einer europäischen Identität – die große Unbekannte des europäischen Einigungsprozesses – muss mit vielen anderen Identitäten geteilt werden: transnationale, regionale, nationale, westliche, atlantische... Dennoch muss bemerkt werden, dass der Begriff der europäischen Identität – d.h. das Konzept der Identität an sich – wenig bekannt ist, sodass die Europäische Kommission es sogar seit einigen Jahren innerhalb des 7. Rahmenprogramms für nötig hält, Projektangebote zu diesem Thema vorzusehen¹⁶.

Andere Studien interessieren sich für die Beziehungen zwischen den nationalen Akteuren – den Verwaltungen¹⁷, den Wirtschaftsakteuren¹⁸, der öffentlichen Meinung¹⁹... – und dem europäischen Einigungsprozess, sowie für die Verbindungen zwischen den politischen Kulturen und der europäischen Integration²⁰. Daraus resultiert die Komplexität und Vielfältigkeit der Oppositionen gegen Europa, je nach Akteuren, Ländern, Zeiten... Die immer wieder auftretenden Gründe für Widerstände gegenüber der Gemeinschaft gibt es schon seit dem Beginn der europäischen Einigung: die Furcht vor Verlust der Souveränität, der Nationalismus, die Vorbehalte gegen die Konkurrenz. Dazu kommen andere Quellen der Oppositionen gegen Europa, die diffuser und weniger leicht ersichtlich sind: die Dualität der Repräsentation/der Enttäuschung von Europa; das Demokratieempfinden; die Ignoranz der Bürger bezüglich die Funktionsweise der EU; die Emotionen und Gefühle usw. Bestimmte Faktoren sammeln sich und können so Ablehnungsformen erklären: in Frankreich, wo Europa als ein Machthebel angese-

15 Die exhaustiven Listen der Forschungsgruppen und der Veröffentlichungen aus diesem Programm erscheinen in FRANK, R. (Hrg.), *Les identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, 2004, S. 12 et 13.

16 Letzteres ist noch zugänglich auf: siehe http://cordis.europa.eu/fp7/dc/index.cfm?fuseaction=UserSite.CooperationDetailsCallPage&call_id=253 (08.01.2010).

17 BADEL, L., JEANNESSON, S., LUDLOW, P. (Hrg.), *Les administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, 2005.

18 BUSSIÈRE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (Hrg.), *Europe organisée, Europe du libre-échange ? Fin XIX^e siècle – années 1960*, Bruxelles, 2006 ; BUSSIÈRE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (Hrg.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, 2006 ; BUSSIÈRE, É., DUMOULIN, M., SCHIRMANN, S. (Hrg.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, 2007.

19 MANIGAND, C./DULPHY, A., *op.cit.*

20 BITSCH, M.-T., LOTH W., BARTHEL, C. (Hrg.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, 2007.

hen wird, wird ein Europa abgelehnt, das die Erweiterung der Vertiefung vorzieht – eine große Debatte in den 1990-er Jahren und Ursache einer starken und ständigen Spannung innerhalb der deutsch-französischen Partnerschaft²¹.

Politiker und Historiker sind sich einig, wenn es um die Notwendigkeit geht, sich mit den nationalen politischen Kulturen zu befassen, um daraus die Widerstände gegen Europa zu verstehen. So wie die Forscher dieses Programms im Juni 2008 bemerkten,

„die Ablehnung Europas seitens der öffentlichen Meinung scheint eher durch die Beziehungen der nationalen Kulturen zur europäischen Identität erklärt werden zu können, als durch die Unterschiede im sozial-wirtschaftlichen Status, die Spaltungen zwischen dem Zentrum und der Peripherie, die Altersunterschiede oder die geschlechtsspezifischen oder Partisanen-Variablen“²².

So wie übrigens schon bei dem ersten Seminar festgestellt wurde, muss die Forschung zur Opposition gegen Europa diesem multidisziplinären Ansatz folgen, die einzige Art und Weise, um der Komplexität des Themas gerecht zu werden²³. Dieser Band beweist, dass das Forschungsprogramm sich bemüht hat, unterschiedlichen Ländern und Studiengegenständen in verschiedenen Beiträgen Rechnung zu tragen. Die angeschnittenen Themen – Konzepte, grenzüberschreitende Beziehungen, Studien der politischen Parteien, Währungsgeschichte und vieles andere... – ermöglichen es, den Umfang der Widerstände gegen Europa zu erfassen, ihre Vielfalt, die einbegriffenen Dynamiken, die Differenz zwischen der echten Ablehnung und der Instrumentalisierung dieser Ablehnung.

Dieser Band wurde in vier Teile gegliedert: „Politische Ideen und Konzepte zum Anti-Europäismus/Alter-Europäismus“; „Repräsentationen, Themen und Bilder der Opposition zu Europa“; „Das Europa der Regionen, eine Form des Anti- oder Alter-Europäismus?“; „Die Grenzen Europas und ihre Erweiterung: Widerstände gegen den Anderen und das Anderswo“. Diese Teile umfassen die Beiträge der beiden ersten Seminare zu den Konzepten und Räumen der Opposition. Diese sehr vielfältigen Beiträge werden es unseren Lesern gestatten, sich einen ersten Eindruck über die Komplexität dieses Themas zu bilden. Dieser wird durch einen zweiten Band ergänzt werden, welcher ein besonderes Augenmerk auf die Akteure richtet.

21 CVCE, Interview mit Pierre Moscovici von LEKL, C., http://www.ena.lu/interview_pierre_moscovici_gouvernement_jospin_face_cinquieme_elargissement_paris_juillet_2008-1-30475 (8.01.2010).

22 Gem. dem Projekt eingereicht bei MISHA von LIBERA, M./GERMOND, C. (siehe Anmerkung 1).

23 Gem. insbesondere dem Artikel von VERSCHEUREN, N./CRESPY, A. aus der vorstehenden Arbeit.